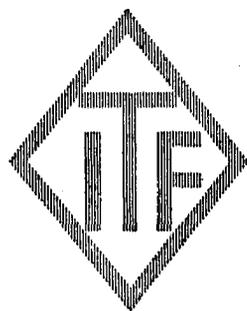


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°26  
5e année

Amsterdam, le 24 décembre 1937.

L'effervescence dans les entreprises allemandes.

(I.T.F.) Le "Front allemand du Travail exige de ses délégués dans les entreprises des renseignements réguliers sur tous les événements

d'une certaine importance. Ces renseignements sont transmis entre autres à la Gestapo et à l'armée. Lorsqu'un rapport permet de conclure à l'existence de noyaux de résistance organisée au sein d'une entreprise, la Gestapo rend plus rigoureuse sa surveillance sur le "dangereux" personnel. Dans les grandes industries de guerre, l'armée dispose de son propre système d'espionnage mais elle tient à pouvoir vérifier les constatations du Front du Travail.

Bien des représentants du Front du Travail, dans l'impossibilité de se soustraire au devoir de fournir des renseignements, évitent bravement de dénoncer leurs camarades qui luttent pour une augmentation de leurs salaires. C'est ce qui a donné lieu au chef pour la Westphalie du Sud de la communauté d'entreprise dans l'industrie minière de lancer --ainsi que l'annonce le groupement clandestin des travailleurs allemands du sous-sol adhérent à l'Internationale des mineurs-- une circulaire "strictement confidentielle": " Je signale encore une fois de manière expresse que ces derniers temps les renseignements fournis par les représentants du "Front du Travail au sein des entreprises accusent de graves lacunes. Bien des choses sont considérées comme étant d'importance secondaire et ne font plus l'objet d'indications.. En accord avec le commandement militaire régional, je compte qu'il soit mis un terme à ce manque de conscience". - Sans les rapports de mouchardage, les dictateurs ne se sentent pas en sûreté. Il est peu probable que cette circulaire ait les effets voulus.

"Ce n'est pas une tâche aisée" (I.T.F.) Dans bien des entreprises, les représentants du "Front du Travail se trouvent dans une situation pénible. Les ouvriers désirent qu'ils s'emploient pour la réalisation des promesses nazies; ils exigent qu'on intervienne au moins aussi rigoureusement contre les employeurs et chefs réactionnaires que contre des ouvriers "ennemis de l'Etat". Les patrons toutefois, à qui les nazis ont conféré des pouvoirs dictatoriaux, presque illimités, traitent les délégués du Front du Travail en quantité négligeable. Dans le "Ruhrarbeiter" l'organe du Front du travail pour l'Allemagne occidentale, un de ces délégués conte ses peines: "Nous, délégués dans les entreprises, avons dans la vie quotidienne, à nous battre contre bien des

difficultés.... Combien souvent on se heurte à un manque de compréhension de la part de plus d'un de ses propres camarades... On doit se laisser dire qu'on ne sait rien faire.. Les patrons et chefs réactionnaires - il faudrait simplement les faire chercher par la police.... Que faire d'ailleurs d'un chef d'entreprise qui pourrait bien... mais ne fait pas plus qu'exactement ce qu'il doit? ...Vraiment, ce n'est pas une tâche aisée..." ("Ruhrarbeiter N°51, 4ème numero de décembre.)

Qui est le nouveau ministre allemand de l'économie nationale? (I.T.F.) Le nouveau ministre allemand de l'Économie nationale Walter Funk était jusqu'en 1932 rédacteur en chef de la rubrique commerciale du "Berliner Börsenzeitung". En 1930 il adhéra ouvertement au parti nazi qui est censé combattre "les magnats de la banque et de la bourse". Le "Völkische Beobachter" (du 28 novembre 1937) la confirme: "Avant l'avènement au pouvoir (1933) Funk agissait comme intermédiaire entre le parti et l'économie", en d'autres mots, il a procuré à Hitler--la chose est ouvertement reconnue à présent-- des subventions de la part du patronat. C'est pourquoi il a été récompensé en 1933 par un poste de sous-secrétaire d'État et à partir du 15 janvier par un fauteuil de ministre sur lequel il peut exécuter ce qui lui ordonnent les officiers du Directoire du Plan quadriennal de Göring.

Le calendrier du Front allemand du Travail. (I.T.F.) Lorsqu'on regarde le nouveau calendrier publié par le Front allemand du Travail pour 1938, on est frappé par l'accentuation de l'insistante propagande coloniale et pour la flotte commencée en 1937. Les méchancetés contre la France et la Pologne ont été reprises de l'ancien calendrier; la note antisémite a été accentuée. Il est intéressant de voir figurer parmi les "dates historiques pour le peuple allemand (!)": le 8 février 1937 ("Les troupes du général Franco prennent Malaga"); le 18 juin 1937 ("Exécution de huit généraux soviétiques"); le 19 juin 1937 ("Les troupes du général Franco prennent Bilbao"); le 18 juillet 1936 ("Déclenchement de la Révolution nationale en Espagne, sous la conduite du général Franco").

"La vie en Allemagne est devenue plus belle" ainsi le Dr. Ley, chef du Front du Travail. (I.T.F.) Le correspondant berlinois de l'"Economist" londonien écrit dans le numéro du 8 décembre 1937: "Le ravitaillement en articles indispensables est insuffisant à Berlin. On ne peut pas avoir d'oeufs frais et d'autres oeufs ne peuvent s'acheter que par 2 ou 3 à la fois. Les grandes maisons berlinoises n'ont plus de draps ni de taies et déclarent que cette année il n'en arrivera plus de nouveaux. Vu que la presse n'a pas le moyen de donner des renseignements sur les conditions de ravitaillement, il est impossible de dire si cette même pénurie existe en dehors de Berlin."

"Malgré les chiffres élevés de l'abattage, il n'y avait pas assez de viande de porc dans les boucheries. Ceci s'explique en partie parce que de plus grandes quantités de porc sont utilisées pour des saucissons, jambons et autres charcuteries pour lesquelles la marge des bénéfices est plus favorable et qui permettent en outre de réserver plus de graisse pour l'utiliser ailleurs." (Frankfurter Zeitung du 10 décembre 1937).

La "Neue Zürcher Zeitung" du 13 décembre écrit: "Dans les articles confectionnés, l'avalissement des qualités se poursuit constamment. ... Sur bien des terrains la disette revêt des formes assez graves. Cela fait une impression vraiment paradoxale de voir que le chiffre-indice officiel du coût de la vie est constamment abaissé ces derniers mois. Sérieusement il est hors de doute que le coût de la vie continue à augmenter, que les qualités bon marché qui servent de base à l'établissement du nombre-indice ne sont plus disponibles en quantités suffisantes et que même les revenus hebdomadaires plus élevés des travailleurs, obtenus pour les nombreuses heures supplémentaires fournies, ne suffisent plus pour faire face aux frais croissants du ménage. L'indice des loyers avant 1918 - Red.) n'a naturellement pas changé mais depuis longtemps cet indice n'est plus guère représentatif pour la valeur réelle des loyers."

Les rations en Allemagne. (I.T.F.) Les étrangers voyageant en Allemagne apprendront avec intérêt que pendant la saison des voyages, les habitants des stations estivales sur les bords

de

du lac de Constance pouvait disposer jusqu'à une livre de graisse et une livre de viande par semaine, et par personne. Une fois la saison terminée, lorsque les visites d'étrangers n'étaient plus probables, la ration maximum a été ramenée à 50 gr. de graisse et 50 gr. de viande par semaine et par personne.

Esclavage dans les entreprises allemandes.

(I.T.F.) Les ouvriers et employés occupés dans les entreprises d'un intérêt vital en temps de guerre, ont vu sensiblement resserrer leur liberté de mouvement. Ils ne peuvent quitter l'entreprise qui les occupe qu'avec l'accord du bureau de placement et pour être employés ailleurs ils ont besoin d'une autorisation écrite du bureau de placement. Celui qui ne se soucie pas de ces prescriptions, c'est-à-dire quitte son emploi une fois le délai de préavis expiré pour chercher un travail lui convenant mieux, est condamné à souffrir la faim pendant 3 mois. Le bureau de placement en effet l'exclut pendant 13 semaines de tout travail ou secours. Après les 13 semaines il peut de nouveau être employé, mais on le paye généralement dans ce cas au-dessous du tarif, car on lui dit qu'il doit de nouveau se reaccoutumer au travail avant de pouvoir toucher le salaire plein. C'est seulement après 13 semaines que sa rétribution augmente pour arriver généralement à l'échelle inférieure du salaire contractuel. Voilà comment on s'y est pris pour étouffer dans le germe toute velléité des ouvriers et employés des entreprises d'intérêt vital, d'améliorer leurs conditions.

Etien des employeurs nazis abusent de cette limitation de la liberté de mouvement; pour pouvoir obtenir encore un plus grand nombre de ces profitables commandes de réarmement, ils vont jusqu'à refuser aux ouvriers spécialistes qui travaillent dans les sections qui n'ont pas un intérêt vital pour le réarmement, le droit de changer d'emploi. Les juges prud'hommes donnent raison aux employeurs. Fin novembre par exemple, le tribunal prud'homme de Siegen a, expressément confirmé le droit des industriels de refuser de manière générale à leurs salariés la possibilité de quitter l'entreprise sanctionnant ainsi l'asservissement du salarié à l'entreprise. Le tribunal a déclaré que lorsqu'il y avait <sup>fut, ce</sup> seule section de l'entreprise, chargée d'exécuter des travaux d'un intérêt vital en temps de guerre, cette entreprise avait le droit de refuser à tous les ouvriers et employés pouvant être considérés comme main-d'oeuvre qualifiée l'autorisation de changer d'emploi. ("Frankfurter Zeitung", 28 novembre 1937.)

Les tribunaux d'honneur allemands.

(I.T.F.) Les tribunaux d'honneur du Troisième Reich viennent de condamner un ouvrier ainsi qu'un chef d'entreprise, chacun à 500 marks d'amende. L'ouvrier avait désespérément tenté de se libérer de l'asservissement dans l'entreprise; monsieur le chef d'entreprise avait abusé de sa situation privilégiée pour importuner des jeunes filles par des actes déplacés.

L'ouvrier, un ajusteur spécialiste de 24 ans, dans une fabrique de machines berlinoise, voulait avoir une place mieux payée. L'employeur ne le laissa pas partir; le bureau de placement qualifia son établissement comme étant "important pour l'économie et pour les exportations" refusant ainsi à l'ouvrier le changement d'emploi désiré. L'ouvrier tenta alors de toutes les manières de se faire congédier. Il commença par se disputer avec un de ses camarades et resta manifestement au-dessous du rendement qu'on pouvait attendre de lui. Finalement, il alla jusqu'à venir un jour au travail dans un état légèrement gris, à y organiser une buverie en empilant autour de lui des bouteilles de bière et violant l'interdiction de fumer. Il lança à son contre-maître un coup de poing au visage et se rendit également coupable de voies de fait contre son chef d'entreprise." C'est du moins ainsi que nous le raconte la "Deutsche Arbeitskorrespondenz" qui ajoute que l'ouvrier a été condamné à 500 marks d'amende mais ne dit pas s'il a pu changer d'emploi.

Monsieur le chef d'entreprise dont il s'agissait était directeur d'une ferronnerie de Westphalie. Il avait poursuivi de ses assiduités deux de ses ouvrières dont une n'avait que 16 ans ! "L'audition des preuves fit ressortir qu'il était question d'actes peu honorables!" Le chef d'entreprise à la chasse d'aventures galantes fut condamné à 500 marks d'amende."

Morale: L'ouvrier se débattant pour avoir sa liberté fut condamné pour "atteinte à l'honneur social" à une amende s'élevant à 10 semaines de salaire; le chef d'entreprise nazi pour qui "l'honneur social" n'exclut pas de considérer "ses" ouvrières comme une proie gratuite, s'en tira lui

avec une peine d'un mois de traitement. (Nous avons emprunté les citations au "Deutsche Bergwerkszeitung" du 31 octobre et au "Ruhrarbeiter" premier numero de novembre.)

La "City" londonienne et l'Allemagne.

(I.T.F.) Le "Financial Times", journal hebdomadaire beaucoup lu dans la Cité de Londres a publié (du 30 novembre au 8 décembre), sur la situation en Allemagne, une série d'articles qui ont eu un certain retentissement. L'auteur a annoncé avec orgueil que "grâce au concours du gouvernement allemand" il avait pu obtenir une série de renseignements jusque là inconnus sur lesquels il avait basés ses informations. Le gouvernement nazi était si satisfait de la tendance générale de cette série d'articles qu'il en fit publier des extraits dans la presse allemande.

Pour commencer, l'organe londonien du monde des affaires, s'est laissé mander avec sérieux que "de 1933 à 1936 tout (1) était subordonné à l'activité pour combattre le chômage." Il est vrai que par la suite, quelques doutes sont venus à l'autour qui a calculé que dans les trois années allant de 1935/36 à 1937/38, 35 milliards de marks ont été affectés au réarmement (les immeubles pour les bonzes compris), ces chiffres devant pour les exercices 1936/37 et 1937/38 être évalués à entre 10 et 15 milliards et pour 1935/36 à un peu moins. "The Banker", un périodique mensuel de la Cité, avait en février 1937, évalué les dépenses faites par la dictature nazie pour le réarmement (la construction des palais des bonzes non comprise) à 12,6 milliards pour l'exercice 1936/1937, à 10 milliards pour 1935/36, à 5 1/2 milliards pour 1934/35 et à 3 milliards pour 1933/34. Les chiffres donnés par le "Banker" ont été qualifiés par la presse de peu dignes de confiance alors que l'auteur de la série d'articles dans le "Financial Times" a été l'objet d'éloges! On peut donc constater que le réarmement allemand a coûté jusqu'ici au moins 40 milliards. On se rend mieux compte de ce que cette somme formidable signifie pour l'Allemagne, en se rappelant que pendant les quatre années, allant de 1933 à 1936, l'industrie a payé à l'ensemble de ses ouvriers des salaires dont le total ne dépasse pas 34 milliards. - Le journal londonien doit connaître la valeur de ces chiffres; il doit savoir combien la politique de guerre du "troisième Reich" menace la paix. Néanmoins il préconise une action de secours économique de la part de l'étranger au régime nazi.

Les sept articles reproduisent certaines affirmations faites de manière générale par la propagande allemande sur la situation où se trouvent les ouvriers. Il semblerait que le "Financial Times" a repris avec un pareil manque de sens critique ces renseignements démogogiques de propagande nazie afin de pouvoir placer, sans qu'elles frappent trop du moins quelques critiques sérieuses. C'est ainsi que le journal constate que le financement du réarmement au moyen d'une extension des crédits rend impossible une amélioration du niveau de vie du peuple. L'extension des crédits a contraint les nazis à un contrôle des prix et des salaires et ce contrôle "pose une limite à chaque augmentation de la consommation et par conséquent à chaque amélioration de la situation des industries de produits de consommation... L'extension considérable des crédits... surtout fait sentir ses effets par le placement de capitaux dans le réarmement et dans les travaux publics. Les possibilités de poursuivre dans cette direction sont limitées, vu surtout que le point culminant du réarmement est proche. Ceci signifie que tôt ou tard l'Allemagne devra transférer ses activités industrielles de la production de marchandises d'investissement aux articles de consommation afin de pouvoir maintenir une utilisation complète des capitaux et de la main-d'oeuvre. C'est là un passage qui se trouvera être difficile, car il impliquera un niveau de vie plus élevé et par conséquent une adaptation de la politique actuelle des salaires et des prix. Dans les circonstances actuelles, chaque relâchement du contrôle sur les salaires et les prix pourrait facilement entraîner une nouvelle extension des crédits qui se traduirait par un recul du pouvoir d'achat (au lieu d'une augmentation de la consommation - Réd.) On peut s'attendre par conséquent à ce que pour les premiers temps à venir les pouvoirs publics désirent différer pareille décision, en poussant la réalisation de grands plans d'investissement de capitaux, tels que le plan quadriennal, un armement poursuivi et des travaux publics" par exemple dans les pays coloniaux! A cet effet, le régime nazi maintiendra les travailleurs à un niveau de pauvreté, mais -- ainsi demande le "Financial Times" -- "pendant combien de temps les travailleurs allemands toléreront-ils le ni-

veau actuel de vie, la limitation de la liberté individuelle, bref tout l'ensemble du système nazi d'autocratie bienveillante?"

Ces passages là, n'ont évidemment pas été reproduits par l'agence de presse allemande.

On surveille les étrangers sur les bateaux allemands. (I.T.F.) La "section pour l'étranger" du Parti national-socialiste, Office pour la navigation maritime" a chargé ses permanents de "procéder à établir le nombre et le pourcentage des étrangers qui n'observent pas les jours du plat unique et de transmettre ces indications, après le voyage, à l'Œuvre du secours d'hiver de la section pour l'étranger". (Du Bulletin confidentiel de la section pour l'étranger du parti nazi.)

Un pourboire pour les jours de fête. (I.T.F.) Les employeurs nazis désirent au moyen d'un pourboire pour les jours de fête étouffer le mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes allemands. La "Deutsche Bergwerkszeitung" (l'organe du patronat des mines) déclare, le 5 décembre, en visant nettement Göring, que l'octroi d'un paiement pour les jours de fête "ne doit aucunement être considéré comme le début d'une modification de la politique des salaires, modification dont seul le Führer (et non pas Göring-Réd.) pourrait prendre l'initiative". Or, les employeurs sont sûrs de leur Hitler.

Une augmentation d'un seul pfennig par heure signifierait, pour 300 journées de travail, une augmentation de 24 marks par an. "Le salaire moyen brut des jours de fête ne vaut, suivant un calcul du dirigeant régional nazi Bürkel, qu'environ 5 marks, de sorte que même 4 jours fériés payés par an reviendraient toujours aux employeurs nazis 4 marks meilleur marché par an qu'un relèvement des salaires horaires, ne fût-ce que d'un pfennig!

Göring est amateur de caviar! (I.T.F.) Le 9 novembre le général Göring dîna à Munich à l'"Hôtel Vierjahreszeiten". L'addition s'éleva au chiffre de 162 Mk. Dans ce chiffre le caviar seul figurait pour 30 marks!

La bière à discrétion. (I.T.F.) Les entreprises et administrations publiques avaient jusqu'ici le droit de consacrer à des fêtes "destinées à renforcer la communauté d'entreprise, jusqu'à 2 marks pour chaque salarié touchant moins de 250 marks par mois. Ce taux a à présent--ainsi que l'annonce le "Deutsche Bergwerkszeitung" du 7 décembre--été majoré jusqu'à 3 marks et en outre, on peut disposer de cette somme pour les employés à traitement plus élevé.

Jusqu'ici, l'interdiction existait de payer à manger ou à boire de cette caisse de la communauté d'entreprise. L'interdiction a été abolie: on reçoit à présent de la bière "communautaire" gratuite et des saucissons hitlériens à l'oeil!

L'activité des groupes de militants syndicalistes allemands dans l'I.T.F.

---

Unité croissante.

"Die Schifffahrt" l'organe du groupement clandestin des marins, ouvriers des ports et bateliers allemands adhérents à la Fédération internationale des ouvriers du transport (I.T.F.) écrit:

"Les groupes de militants syndicalistes des marins et bateliers allemands en France, ont reconnu sans réserves les directives de l'I.T.F. et ont subordonné leur activité à la direction de l'I.T.F. et au contrôle de toutes les organisations françaises de travailleurs des transports.

Ceci signifie un nouveau pas important sur la voie de l'unité et de la collaboration de tous les travailleurs des transports et marins anti-nazis dans la lutte contre le régime hitlérien détesté et en faveur d'une Allemagne démocratique et libre."

Nous sommes heureux de pouvoir compléter ce renseignement par l'indication que les Fédérations françaises des cheminots, transports, ports et docks et marins, ont décidé, dans un esprit de solidarité exemplaire, d'appuyer l'activité des camarades allemands qui oeuvrent pour la reconstitution d'organisations syndicales libres allemandes d'ouvriers des transports—par le versement de généreuses contributions mensuelles.

x

Les directives des groupes de militants syndicalistes allemands dans l'I.T.F. ont la teneur suivante:

"Dans l'intérêt d'une reconstitution uniforme des syndicats libres et afin de préserver autant que possible leur activité de la terreur de la Gestapo, les groupes de militants syndicalistes de marins, bateliers et dockers ainsi que de cheminots et de travailleurs des transports allemands, se sont mis d'accord, il y a un certain temps déjà, sur les directives que voici:

Chaque camarade qui désire participer à la reconstruction des syndicats libres allemands de marins, cheminots et ouvriers des transports, s'engage—quelque soit son parti ou son orientation politique— à renoncer pendant toute la période de son adhésion au groupe de militants, à toute activité au profit de son parti ou groupement politique.

Il s'engage à s'abstenir de toute activité fractionniste au sein du groupe de militants et à ne faire partie d'aucun organe politique influençant ou tâchant d'influencer l'activité syndicale. Il s'engage à ne diffuser parmi les camarades entrant en ligne de compte pour faire partie de l'organisation, que de la documentation ou des écrits publiés ou approuvés par la direction de la Fédération internationale des ouvriers du transport.

Une démocratie prolétarienne règnera au sein des groupes de militants dans le cadre des limites imposées par la sécurité. Les décisions de la majorité seront valables pour la minorité."

Ces directives ont été publiées le 3 octobre 1936 dans l'édition allemande de la publication "Fascisme", (organe de l'I.T.F.).

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Equipages insuffisants dans la navigation rhénane allemande. (I.T.F.) L'insuffisance des équipages dans la navigation rhénane allemande qui ne fait qu'empirer ces derniers temps, constitue une preuve du peu d'importance qu'a une législation sociale lorsqu'il n'y a pas d'organisation syndicale veillant à son application. L'échelle des effectifs des équipages existe encore, il est vrai, sur le papier, mais bien des armateurs s'en moquent. Au début de l'année, les plaintes concernant une insuffisance des équipages dans la navigation rhénane, étaient encore fort nombreuses" ainsi écrit le journal nazi "Westfälische Landeszeitung" du 5 décembre 1937. Ces plaintes ont donné lieu au Préfet pour la Rhénanie (administration des travaux sur le Rhin) de rendre la réglementation des effectifs moins sévère afin de faciliter la tâche aux armateurs. Au lieu de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail du personnel de la navigation rhénane, et de tenter de rendre, par des augmentations de salaire et des heures de travail plus favorables, le métier de batelier plus agréable et de créer une affluence de main-d'oeuvre nouvelle en remplacement des nombreux hommes enrôlés dans la marine, les autorités nazies ont préféré "accéder dans une large mesure" aux désirs des armateurs et leur ont permis entre autres l'enrôlement de deux mousses à la place d'un matelot. Sur ce, le nombre d'infractions à l'échelle des effectifs des équipages, avait provisoirement diminué "jusqu'à ce que, un assouplissement du règlement (nouvelles concessions- Red.) eût à nouveau provoqué une recrudescence des dérogations." Ainsi que nous le dit le journal nazi, "un certificat délivré par le Bureau du placement attestant des efforts faits sans succès, pour remplacer du personnel manquant est considéré par nombre d'armateurs dans la navigation rhénane" comme<sup>2</sup> permettant de faire monter les navires par des équipages incomplets. \*pleins pouvoirs

Afin de pouvoir fonder autant que possible auprès du Bureau de placement leurs plaintes concernant l'impossibilité de recruter le personnel manquant, ils renvoient souvent le second matelot après la fin du voyage, dans l'espoir que, vu les enrôlements massifs dans la marine, ils ne pourront pas trouver de remplaçant avant le nouveau voyage. Ainsi ce nouveau voyage pourra être fait à meilleur compte avec un équipage réduit. Le préfet pour la Rhénanie fait appel au bon cœur des armateurs, en annonçant toutefois que "pour commencer il veut s'abstenir d'une nouvelle aggravation des peines policières."

Les bateliers rhénans réclament que sur les navires insuffisamment montés, le salaire redevable à la main-d'oeuvre manquante soit payé avec tous les suppléments, au personnel appelé à effectuer ce travail supplémentaire. Dans ces conditions cependant, naviguer avec des équipages insuffisants ne serait plus pour les armateurs "une bonne affaire" et cette habitude disparaîtrait bien rapidement.

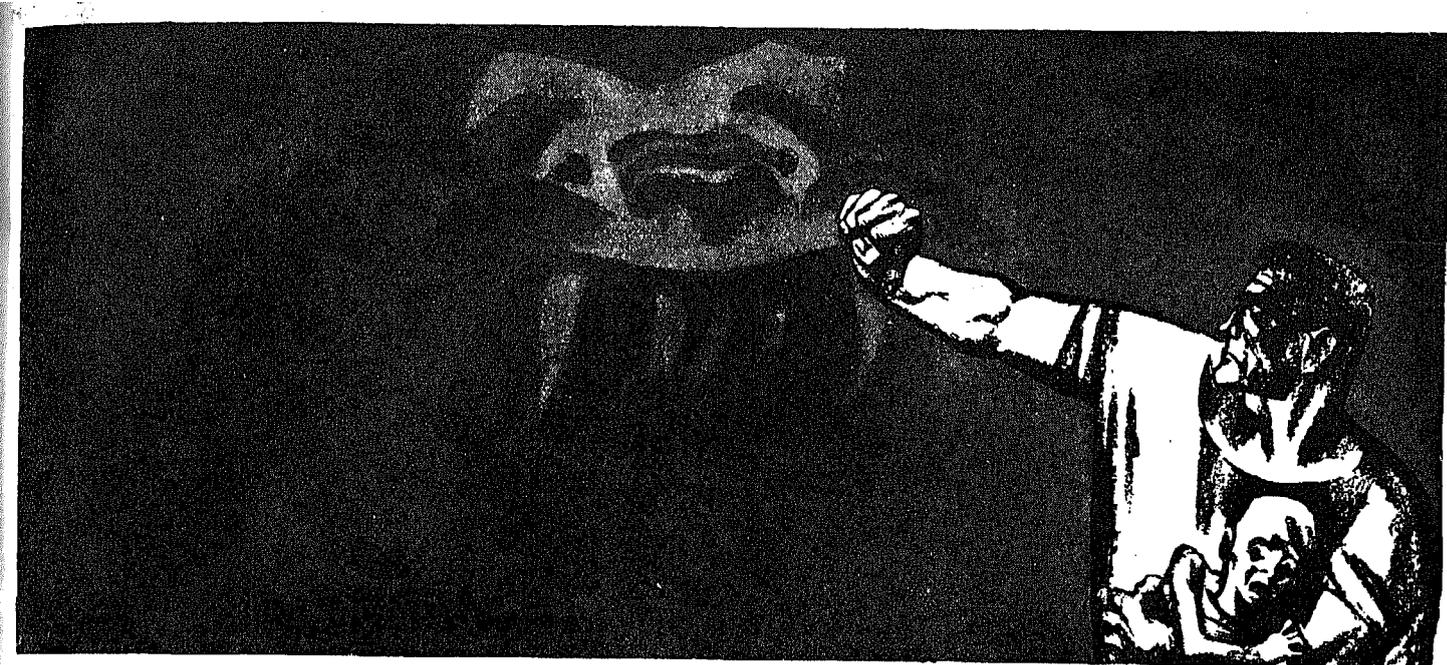
Un "programme d'urgence" des cheminots autrichiens. (I.T.F.) Une brochure publiée en un très fort tirage a causé beaucoup de sensation parmi les cheminots autrichiens. "Comment peut-on venir en aide aux cheminots" ainsi s'intitule la brochure que le syndicat libre clandestin des cheminots a malicieusement fait paraître sous le nom du secrétaire général des Chemins de fer fédéraux. Le petit volume renseigne les cheminots sur ce que la presse fasciste leur tait, c'est-à-dire que la situation financière des chemins de fer s'est considérablement améliorée, les recettes ayant monté d'env. 50 millions de schillings en 1937. Ce sont les cheminots qui font les frais de l'augmentation du trafic qui se trouve à la base de cette amélioration. C'est eux qu'on astreint à effectuer des heures supplémentaires interminables. Pendant le premier semestre de 1937, les effectifs du personnel en service actif étaient égaux à ceux du premier semestre de 1935, mais le rendement de l'entreprise avait monté de près d'un quart. Aux chemins de fer autrichiens, il n'est même plus question actuellement de la journée de 8 heures! La direction générale tâche d'apaiser les ouvriers avec une aumône; elle a annulé une minime partie des réductions pratiquées, ce qui constitue même pas 1% du total des salaires. Le syndicat libre clandestin invite les cheminots à s'employer pour la réalisation du programme d'urgence suivant:

paiement d'un treizième mois de salaire, annulation des réductions sur les primes et indemnités supplémentaires, paiement immédiat des heures  
(Voir au verso)

supplémentaires accumulées jusqu'à présent et, autant que possible, suppression du travail supplémentaire à l'avenir par la réintégration des agents victimes de représailles ainsi que des moins âgés parmi ceux ayant été mis à la retraite prématurée.

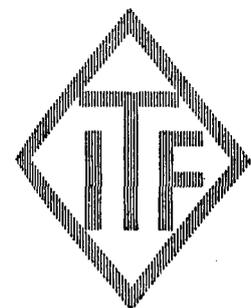
La réalisation de ce programme d'urgence exigerait 30 à 35 millions d'augmentation des recettes, soit environ 10 à 15% du montant total des salaires.

Il est certain que, de son plein gré, la direction des chemins fer fédéraux ne fera aucune concession. L'organisation clandestine rappelle donc aux cheminots que la résistance passive constitue la seule arme efficace qui soit restée aux cheminots dans les pays à régime fasciste. "Personne n'en pâtira" dit-elle "s'il sait adroitement résister au houspillage toujours plus poussé."



# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N°26  
5e année

Amsterdam, le 24 décembre 1937.

L'effervescence dans les entreprises allemandes.

(I.T.F.) Le Front allemand du Travail exige de ses délégués dans les entreprises des renseignements réguliers sur tous les événements

d'une certaine importance. Ces renseignements sont transmis entre autres à la Gestapo et à l'armée. Lorsqu'un rapport permet de conclure à l'existence de noyaux de résistance organisée au sein d'une entreprise, la Gestapo rend plus rigoureuse sa surveillance sur le "dangereux" personnel. Dans les grandes industries de guerre, l'armée dispose de son propre système d'espionnage mais elle tient à pouvoir vérifier les constatations du Front du Travail.

Bien des représentants du Front du Travail, dans l'impossibilité de se soustraire au devoir de fournir des renseignements, évitent bravement de dénoncer leurs camarades qui luttent pour une augmentation de leurs salaires. C'est ce qui a donné lieu au chef pour la Westphalie du Sud de la Communauté d'entreprise dans l'industrie minière de lancer --ainsi que l'annonce le groupement clandestin des travailleurs allemands du sous-sol adhérent à l'Internationale des mineurs-- une circulaire "strictement confidentielle": "Je signale encore une fois de manière expresse que ces derniers temps les renseignements fournis par les représentants du Front du Travail au sein des entreprises accusent de graves lacunes. Bien des choses sont considérées comme étant d'importance secondaire et ne font plus l'objet d'indications.. En accord avec le commandement militaire régional, je compte qu'il soit mis un terme à ce manque de conscience".-- Sans les rapports de mouchardage, les dictateurs ne se sentent pas en sûreté. Il est peu probable que cette circulaire ait les effets voulus.

"Ce n'est pas une tâche aisée" (I.T.F.) Dans bien des entreprises, les représentants du Front du Travail se trouvent dans une situation pénible. Les ouvriers désirent qu'ils s'emploient pour la réalisation des promesses nazies; ils exigent qu'on intervienne au moins aussi rigoureusement contre les employeurs et chefs réactionnaires que contre des ouvriers "ennemis de l'Etat". Les patrons toutefois, à qui les nazis ont conféré des pouvoirs dictatoriaux, presque illimités, traitent les délégués du Front du Travail en quantité négligeable. Dans le "Ruhrarbeiter" l'organe du Front du travail pour l'Allemagne occidentale, un de ces délégués conte ses peines: "Nous, délégués dans les entreprises, avons dans la vie quotidienne, à nous battre contre bien des

difficultés.... Combien souvent on se heurte à un manque de compréhension de la part de plus d'un de ses propres camarades... On doit se laisser dire qu'on ne sait rien faire.. Les patrons et chefs réactionnaires - il faudrait simplement les faire chercher par la police.... Que faire d'ailleurs d'un chef d'entreprise qui pourrait bien... mais ne fait pas plus qu'exactement ce qu'il doit? ...Vraiment, ce n'est pas une tâche aisée..." ("Ruhrarbeiter N°51, 4ème numero de décembre.)

Qui est le nouveau ministre allemand de l'économie nationale?

(I.T.F.) Le nouveau ministre allemand de l'Economie nationale Walter Funk était jusqu'en 1932 rédacteur en chef de la rubrique commerciale du "Berliner Börsenzeitung". En 1930 il adhéra ouvertement au parti nazi qui est censé combattre "les magnats de la banque et de la bourse". Le "Völkische Beobachter" (du 28 novembre 1937) l'a confirmé: "Avant l'avènement au pouvoir (1933) Funk agissait comme intermédiaire entre le parti et l'économie", en d'autres mots, il a procuré à Hitler--la chose est ouvertement reconnue à présent-- des subventions de la part du patronat. C'est pourquoi il a été récompensé en 1933 par un poste de sous-secrétaire d'Etat et à partir du 15 janvier par un fauteuil de ministre sur lequel il peut exécuter ce qui lui ordonnent les officiers du Directoire du Plan quadriennal de Göring.

Le calendrier du Front allemand du Travail.

(I.T.F.) Lorsqu'on regarde le nouveau calendrier publié par le Front allemand du Travail pour 1938, on est frappé par l'accentuation de l'insistante propagande coloniale et pour la flotte commencée en 1937. Les méchancetés contre la France et la Pologne ont été reprises de l'ancien calendrier; la note antisemite a été accentuée. Il est intéressant de voir figurer parmi les "dates historiques pour le peuple allemand (!)": le 8 février 1937 ("Les troupes du général Franco prennent Malaga"); le 12 juin 1937 ("Exécution de huit généraux soviétiques"); le 19 juin 1937 ("Les troupes du général Franco prennent Bilbao"); le 18 juillet 1936 ("Déclenchement de la Révolution nationale en Espagne, sous la conduite du général Franco").

"La vie en Allemagne est devenue plus belle" ainsi le Dr. Ley, chef du Front du Travail.

(I.T.F.) Le correspondant berlinois de l'"Economist" londonien écrit dans le numéro du 8 décembre 1937: "Le ravitaillement en articles indispensables est insuffisant à Berlin. On ne peut pas avoir d'œufs frais et d'autres œufs ne peuvent s'acheter que par 2 ou 3 à la fois. Les grandes maisons berlinoises n'ont plus de draps ni de taies et déclarent que cette année il n'en arrivera plus de nouveaux. Vu que la presse n'a pas le moyen de donner des renseignements sur les conditions de ravitaillement, il est impossible de dire si cette même pénurie existe en dehors de Berlin."

"Malgré les chiffres élevés de l'abattage, il n'y avait pas assez de viande de porc dans les boucheries. Ceci s'explique en partie parce que de plus grandes quantités de porc sont utilisées pour des saucissons, jambons et autres charcuteries pour lesquelles la marge des bénéfices est plus favorable et qui permettent en outre de réserver plus de graisse pour l'utiliser ailleurs." (Frankfurter Zeitung du 10 décembre 1937).

La "Neue Zürcher Zeitung" du 13 décembre écrit: " Dans les articles confectionnés, l'avitaillement des qualités se poursuit constamment. ... Sur bien des terrains la disette revêt des formes assez graves. Cela fait une impression vraiment paradoxale de voir que le chiffre-indice officiel du coût de la vie est constamment abaissé ces derniers mois. Sérieusement il est hors de doute que le coût de la vie continue à augmenter, que les qualités bon marché qui servent de base à l'établissement du nombre-indice ne sont plus disponibles en quantités suffisantes et que même les revenus hebdomadaires plus élevés des travailleurs, obtenus pour les nombreuses heures supplémentaires fournies, ne suffisent plus pour faire face aux frais croissants du ménage. L'indice des loyers base sur les anciens taux légalement fixes ( des habitations construites avant 1918 - Red.) n'a naturellement pas changé mais depuis longtemps cet indice n'est plus guère représentatif pour la valeur réelle des loyers."

Les rations en Allemagne.

(I.T.F.) Les étrangers voyageant en Allemagne apprendront avec intérêt que pendant la saison des voyages, les habitants des stations estivales sur les bords

du lac de Constance pouvait disposer jusqu'à une livre de graisse et une livre de viande par semaine, et par personne. Une fois la saison terminée, lorsque les visites d'étrangers n'étaient plus probables, la ration maximum a été ramenée à 50 gr. de graisse et 50 gr. de viande par semaine et par personne.

Esclavage dans les entreprises allemandes. (I.T.F.) Les ouvriers et employés occupés dans les entreprises d'un intérêt vital en temps de guerre, ont vu sensiblement resserrer leur liberté de mouvement.

Ils ne peuvent quitter l'entreprise qui les occupe qu'avec l'accord du bureau de placement et pour être employés ailleurs ils ont besoin d'une autorisation écrite du bureau de placement. Celui qui ne se soucie pas de ces prescriptions, c'est-à-dire quitte son emploi une fois le délai de préavis expiré pour chercher un travail lui convenant mieux, est condamné à souffrir la faim pendant 3 mois. Le bureau de placement en effet l'exclut pendant 13 semaines de tout travail ou secours. Après les 13 semaines il peut de nouveau être employé, mais on le paye généralement dans ce cas au-dessous du tarif, car on lui dit qu'il doit de nouveau se reaccoutumer au travail avant de pouvoir toucher le salaire plein. C'est seulement après 13 semaines que sa rétribution augmente pour arriver généralement à l'échelle inférieure du salaire contractuel. Voilà comment on s'y est pris pour étouffer dans le germe toute velléité des ouvriers et employés des entreprises d'intérêt vital, d'améliorer leurs conditions.

Bien des employeurs nazis abusent de cette limitation de la liberté de mouvement; pour pouvoir obtenir encore un plus grand nombre de ces profitables commandes de réarmement, ils vont jusqu'à refuser aux ouvriers spécialistes qui travaillent dans les sections qui n'ont pas un intérêt vital pour le réarmement, le droit de changer d'emploi. Les juges prud'homaux donnent raison aux employeurs. Fin novembre par exemple, le tribunal prud'homal de Siegen a expressément confirmé le droit des industriels de refuser de manière générale à leurs salariés la possibilité de quitter l'entreprise sanctionnant ainsi l'asservissement du salarié à l'entreprise. Le tribunal a déclaré que lorsqu'il y avait une seule section de l'entreprise, chargée d'exécuter des travaux d'un intérêt vital en temps de guerre, cette entreprise avait le droit de refuser à tous les ouvriers et employés pouvant être considérés comme main-d'œuvre qualifiée l'autorisation de changer d'emploi. ("Frankfurter Zeitung", 28 novembre 1937.)

Les tribunaux d'honneur allemands. (I.T.F.) Les tribunaux d'honneur du Troisième Reich viennent de condamner un ouvrier ainsi qu'un chef d'entreprise, chacun à 500 marks

d'amende. L'ouvrier avait désespérément tenté de se libérer de l'asservissement dans l'entreprise; monsieur le chef d'entreprise avait abusé de sa situation privilégiée pour importuner des jeunes filles par des actes déplacés.

L'ouvrier, un ajusteur spécialiste de 24 ans, dans une fabrique de machines berlinoise, voulait avoir une place mieux payée. L'employeur ne le laissa pas partir; le bureau de placement qualifia son établissement comme étant "important pour l'économie et pour les exportations" refusant ainsi à l'ouvrier le changement d'emploi désiré. L'ouvrier tenta alors de toutes les manières de se faire congédier. Il commença par se disputer avec un de ses camarades et resta manifestement au-dessous du rendement qu'on pouvait attendre de lui. Finalement, il alla jusqu'à venir un jour au travail dans un état légèrement gris, à y organiser une buverie en empilant autour de lui des bouteilles de bière et violant l'interdiction de fumer. Il lança à son contre-maître un coup de poing au visage et se rendit également coupable de voies de fait contre son chef d'entreprise." C'est du moins ainsi que nous le raconte la "Deutsche Arbeitskorrespondenz" qui ajoute que l'ouvrier a été condamné à 500 marks d'amende mais ne dit pas s'il a pu changer d'emploi.

Monsieur le chef d'entreprise dont il s'agissait était directeur d'une ferronnerie de Westphalie. Il avait poursuivi de ses assiduités deux de ses ouvrières dont une n'avait que 16 ans! "L'audition des preuves fit ressortir qu'il était question d'actes peu honorables!" Le chef d'entreprise à la chasse d'aventures galantes fut condamné à 500 marks d'amende."

Morale: L'ouvrier se débattant pour avoir sa liberté fut condamné pour "atteinte à l'honneur social" à une amende s'élevant à 10 semaines de salaire; le chef d'entreprise nazi pour qui "l'honneur social" n'exclut pas de considérer "ses" ouvrières comme une proie gratuite, s'en tira lui

avec une peine d'un mois de traitement. (Nous avons emprunté les citations au "Deutsche Bergwerkszeitung" du 31 octobre et au "Ruhrarbeiter" premier numéro de novembre.)

La "City" londonienne et l'Allemagne.

(I.T.F.) Le "Financial Times", journal hebdomadaire beaucoup lu dans la Cité de Londres a publié (du 30 novembre au 8 décembre), sur la situation en Allemagne, une série d'articles qui ont eu un certain retentissement. L'auteur a annoncé avec orgueil que "grâce au concours du gouvernement allemand" il avait pu obtenir une série de renseignements jusque là inconnus sur lesquels il avait basés ses informations. Le gouvernement nazi était si satisfait de la tendance générale de cette série d'articles qu'il en fit publier des extraits dans la presse allemande.

Pour commencer, l'organe londonien du monde des affaires, s'est laissé mander avec sérieux que "de 1933 à 1936 tout (!) était subordonné à l'activité pour combattre le chômage." Il est vrai que par la suite, quelques doutes sont venus à l'auteur qui a calculé que dans les trois années allant de 1935/36 à 1937/38, 35 milliards de marks ont été affectés au réarmement (les immeubles pour les bonzes compris), ces chiffres devant pour les exercices 1936/37 et 1937/38 être évalués à entre 10 et 15 milliards et pour 1935/36 à un peu moins. "The Banker", un périodique mensuel de la Cité, avait en février 1937, évalué les dépenses faites par la dictature nazie pour le réarmement (la construction des palais des bonzes non comprise) à 12,6 milliards pour l'exercice 1936/1937, à 10 milliards pour 1935/36, à 5 1/2 milliards pour 1934/35 et à 3 milliards pour 1933/34. Les chiffres donnés par le "Banker" ont été qualifiés par la presse de peu dignes de confiance alors que l'auteur de la série d'articles dans le "Financial Times" a été l'objet d'éloges! On peut donc constater que le réarmement allemand a coûté jusqu'ici au moins 40 milliards. On se rend mieux compte de ce que cette somme formidable signifie pour l'Allemagne, en se rappelant que pendant les quatre années, allant de 1933 à 1936, l'industrie a payé à l'ensemble de ses ouvriers des salaires dont le total ne dépasse pas 34 milliards. - Le journal londonien doit connaître la valeur de ces chiffres; il doit savoir combien la politique de guerre du Troisième Reich menace la paix. Néanmoins il préconise une action de secours économique de la part de l'étranger au régime nazi.

Les sept articles reproduisent certaines affirmations faites de manière générale par la propagande allemande sur la situation où se trouvent les ouvriers. Il semblerait que le "Financial Times" a repris avec un pareil manque de sens critique ces renseignements démagogiques de propagande nazie afin de pouvoir placer, sans qu'elles frappent trop du moins quelques critiques sérieuses. C'est ainsi que le journal constate que le financement du réarmement au moyen d'une extension des crédits rend impossible une amélioration du niveau de vie du peuple. L'extension des crédits a contraint les nazis à un contrôle des prix et des salaires et ce contrôle "pose une limite à chaque augmentation de la consommation et par conséquent à chaque amélioration de la situation des industries de produits de consommation... L'extension considérable des crédits... surtout fait sentir ses effets par le placement de capitaux dans le réarmement et dans les travaux publics. Les possibilités de poursuivre dans cette direction sont limitées, vu surtout que le point culminant du réarmement est proche. Ceci signifie que tôt ou tard l'Allemagne devra transférer ses activités industrielles de la production de marchandises d'investissement aux articles de consommation afin de pouvoir maintenir une utilisation complète des capitaux et de la main-d'oeuvre. C'est là un passage qui se trouvera être difficile, car il impliquera un niveau de vie plus élevé et par conséquent une adaptation de la politique actuelle des salaires et des prix. Dans les circonstances actuelles, chaque relâchement du contrôle sur les salaires et les prix pourrait facilement entraîner une nouvelle extension des crédits qui se traduirait par un recul du pouvoir d'achat (au lieu d'une augmentation de la consommation - Red.) On peut s'attendre par conséquent à ce que pour les premiers temps à venir les pouvoirs publics désirent différer pareille décision, en poussant la réalisation de grands plans d'investissement de capitaux, tels que le plan quadriennal, un armement poursuivi et des travaux publics" par exemple dans les pays coloniaux! A cet effet, le régime nazi maintiendra les travailleurs à un niveau de pauvreté, mais -- ainsi demande le "Financial Times" -- "pendant combien de temps les travailleurs allemands toléreront-ils le ni-

veau actuel de vie, la limitation de la liberté individuelle, bref tout l'ensemble du système nazi d'autocratie bienveillante?"

Ces passages là, n'ont évidemment pas été reproduits par l'agence de presse allemande.

On surveille les étrangers sur les bateaux allemands. (I.T.F.) La "section pour l'étranger" du Parti national-socialiste, Office pour la navigation maritime, a chargé ses permanents de "procéder à établir le nombre et le pourcentage des étrangers qui n'observent pas les jours du plat unique et de transmettre ces indications, après le voyage, à l'Œuvre du secours d'hiver de la section pour l'étranger". (Du Bulletin confidentiel de la section pour l'étranger du parti nazi.)

Un pourboire pour les jours de fête. (I.T.F.) Les employeurs nazis désirent au moyen d'un pourboire pour les jours de fête étouffer le mouvement revendicatif des ouvriers spécialistes allemands. La "Deutsche Bergwerkszeitung" (l'organe du patronat des mines) déclare, le 5 décembre, en visant nettement Göring, que l'octroi d'un paiement pour les jours de fête "ne doit aucunement être considéré comme le début d'une modification de la politique des salaires, modification dont seul le Führer (et non pas Göring-Réd.) pourrait prendre l'initiative". Or, les employeurs sont sûrs de leur Hitler.

Une augmentation d'un seul pfennig par heure signifierait, pour 300 journées de travail, une augmentation de 24 marks par an. Le salaire moyen brut des jours de fête ne vaut, suivant un calcul du dirigeant régional nazi Bürkel, qu'environ 5 marks, de sorte que même 4 jours fériés payés par an reviendraient toujours aux employeurs nazis 4 marks meilleur marché par an qu'un relèvement des salaires horaires, ne fût-ce que d'un pfennig!

Göring est amateur de caviar! (I.T.F.) Le 9 novembre le général Göring dîna à Munich à l'"Hôtel Vierjahreszeiten". L'addition s'éleva au chiffre de 162 Mk. Dans ce chiffre le caviar seul figurait pour 30 marks!

La bière à discrétion. (I.T.F.) Les entreprises et administrations publiques avaient jusqu'ici le droit de consacrer à des fêtes "destinées à renforcer la communauté d'entreprise, jusqu'à 2 marks pour chaque salarié touchant moins de 250 marks par mois. Ce taux a à présent--ainsi que l'annonce le "Deutsche Bergwerkszeitung" du 7 décembre--été majoré jusqu'à 3 marks et en outre, on peut disposer de cette somme pour les employés à traitement plus élevé.

Jusqu'ici, l'interdiction existait de payer à manger ou à boire de cette caisse de la communauté d'entreprise. L'interdiction a été abolie: on reçoit à présent de la bière "communautaire" gratuite et des saucissons hitlériens à l'œil!

L'activité des groupes de militants syndicalistes allemands dans l'I.T.F.

---

Unité croissante.

"Die Schifffahrt" l'organe du groupement clandestin des marins, ouvriers des ports et bateliers allemands adhérents à la Fédération internationale des ouvriers du transport (I.T.F.) écrit:

"Les groupes de militants syndicalistes des marins et bateliers allemands en France, ont reconnu sans réserves les directives de l'I.T.F. et ont subordonné leur activité à la direction de l'I.T.F. et au contrôle de toutes les organisations françaises de travailleurs des transports.

Ceci signifie un nouveau pas important sur la voie de l'unité et de la collaboration de tous les travailleurs des transports et marins anti-nazis dans la lutte contre le régime hitlérien détesté et en faveur d'une Allemagne démocratique et libre."

Nous sommes heureux de pouvoir compléter ce renseignement par l'indication que les Fédérations françaises des cheminots, transports, ports et docks et marins, ont décidé, dans un esprit de solidarité exemplaire, d'appuyer l'activité des camarades allemands—qui oeuvrent pour la reconstitution d'organisations syndicales libres allemandes d'ouvriers des transports—par le versement de généreuses contributions mensuelles.

x

Les directives des groupes de militants syndicalistes allemands dans l'I.T.F. ont la teneur suivante:

"Dans l'intérêt d'une reconstitution uniforme des syndicats libres et afin de préserver autant que possible leur activité de la terreur de la Gestapo, les groupes de militants syndicalistes de marins, bateliers et dockers ainsi que de cheminots et de travailleurs des transports allemands, se sont mis d'accord, il y a un certain temps déjà, sur les directives que voici:

Chaque camarade qui désire participer à la reconstruction des syndicats libres allemands de marins, cheminots et ouvriers des transports, s'engage—quelque soit son parti ou son orientation politique— à renoncer pendant toute la période de son adhésion au groupe de militants, à toute activité au profit de son parti ou groupement politique.

Il s'engage à s'abstenir de toute activité fractionniste au sein du groupe de militants et à ne faire partie d'aucun organe politique influençant ou tâchant d'influencer l'activité syndicale. Il s'engage à ne diffuser parmi les camarades entrant en ligne de compte pour faire partie de l'organisation, que de la documentation ou des écrits publiés ou approuvés par la direction de la Fédération internationale des ouvriers du transports.

Une démocratie prolétarienne règnera au sein des groupes de militants dans le cadre des limites imposées par la sécurité. Les décisions de la majorité seront valables pour la minorité."

Ces directives ont été publiées le 3 octobre 1936 dans l'édition allemande de la publication "Fascisme", (organe de l'I.T.F.).

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.Equipages insuffisants dans la navigation rhénane allemande.

(I.T.F.) L'insuffisance des équipages dans la navigation rhénane allemande qui ne fait qu'empirer ces derniers temps, constitue une preuve du peu d'importance qu'a une législation sociale lorsqu'il n'y a pas d'organisation syndicale veillant à son application. L'échelle des effectifs des équipages existe encore, il est vrai, sur le papier, mais bien des armateurs s'en moquent. Au début de l'année, les plaintes concernant une insuffisance des équipages dans la navigation rhénane, étaient encore fort nombreuses" ainsi écrit le journal nazi "Westfälische Landeszeitung" du 5 décembre 1937. Ces plaintes ont donné lieu au Préfet pour la Rhénanie (administration des travaux sur le Rhin) de rendre la réglementation des effectifs moins sévère afin de faciliter la tâche aux armateurs. Au lieu de prendre des mesures pour améliorer les conditions de travail du personnel de la navigation rhénane, et de tenter de rendre, par des augmentations de salaire et des heures de travail plus favorables, le métier de batelier plus agréable et de créer une affluence de main-d'œuvre nouvelle en remplaçant des nombreux hommes enrôlés dans la marine, les autorités nazies ont préféré "accéder dans une large mesure" aux desirs des armateurs et leur ont permis entre autres l'enrôlement de deux mousses à la place d'un matelot. Sur ce, le nombre d'infractions à l'échelle des effectifs des équipages, avait provisoirement diminué "jusqu'à ce que, un assouplissement du règlement (nouvelles concessions- Red.) eût à nouveau provoqué une recrudescence des dérogations". Ainsi que nous le dit le journal nazi, "un certificat délivré par le Bureau du placement attestant des efforts faits sans succès, pour remplacer du personnel manquant est considéré par nombre d'armateurs dans la navigation rhénane" comme permettant de faire monter les navires par des équipages incomplets.

×pleins pouvoirs

Afin de pouvoir fonder autant que possible auprès du Bureau de placement leurs plaintes concernant l'impossibilité de recruter le personnel manquant, ils renvoient souvent le second matelot après la fin du voyage, dans l'espoir que, vu les enrôlements massifs dans la marine, ils ne pourront pas trouver de remplaçant avant le nouveau voyage. Ainsi ce nouveau voyage pourra être fait à meilleur compte avec un équipage réduit. Le préfet pour la Rhénanie fait appel au bon cœur des armateurs, en annonçant toutefois que "pour commencer il veut s'abstenir d'une nouvelle aggravation des peines policières."

Les bateliers rhénans réclament que sur les navires insuffisamment montés, le salaire redevable à la main-d'œuvre manquante soit payé avec tous les suppléments, au personnel appelé à effectuer ce travail supplémentaire. Dans ces conditions cependant, naviguer avec des équipages insuffisants ne serait plus pour les armateurs "une bonne affaire" et cette habitude disparaîtrait bien rapidement.

Un "programme d'urgence" des cheminots autrichiens.

(I.T.F.) Une brochure publiée en un très fort tirage a causé beaucoup de sensation parmi les cheminots autrichiens. "Comment peut-on venir en aide aux cheminots" ainsi s'intitule la brochure que le syndicat libre clandestin des cheminots a malicieusement fait paraître sous le nom du secrétaire général des Chemins de fer fédéraux. Le petit volume renseigne les cheminots sur ce que la presse fasciste leur tait, c'est-à-dire que la situation financière des chemins de fer s'est considérablement améliorée, les recettes ayant monté d'env. 50 millions de schillings en 1937. Ce sont les cheminots qui font les frais de l'augmentation du trafic qui se trouve à la base de cette amélioration. C'est eux qu'on astreint à effectuer des heures supplémentaires interminables. Pendant le premier semestre de 1937, les effectifs du personnel en service actif étaient égaux à ceux du premier semestre de 1935, mais le rendement de l'entreprise avait monté de près d'un quart. Aux chemins de fer autrichiens, il n'est même plus question actuellement de la journée de 8 heures! La direction générale tâche d'apaiser les ouvriers avec une aumône; elle a annulé une minime partie des réductions pratiquées, ce qui constitue même pas 1% du total des salaires. Le syndicat libre clandestin invite les cheminots à s'employer pour la réalisation du programme d'urgence suivant:

Paiement d'un treizième mois de salaire, annulation des réductions sur les primes et indemnités supplémentaires, paiement immédiat des heures

(Voir au verso)

supplémentaires accumulées jusqu'à présent et, autant que possible, suppression du travail supplémentaire à l'avenir par la réintégration des agents victimes de représailles ainsi que des moins âgés parmi ceux ayant été mis à la retraite prématurée.

La réalisation de ce programme d'urgence exigerait 30 à 35 millions d'augmentation des recettes, soit environ 10 à 15% du montant total des salaires.

Il est certain que, de son plein gré, la direction des chemins fer fédéraux ne fera aucune concession. L'organisation clandestine rappelle donc aux cheminots que la résistance passive constitue la seule arme efficace qui soit restée aux cheminots dans les pays à régime fasciste. "Personne n'en pâtira" dit-elle "s'il sait adroitement résister au houspillage toujours plus poussé."